



Agenda

Lundi 23 janvier 2017

-15h : **Pierre CAHUC**, professeur à l'École polytechnique, « *Comment ramener rapidement notre chômage structurel au niveau de celui de l'Allemagne et du Royaume-Uni ?* »

- 18h : Conférence de **Krzysztof POMIAN** : « *La vie de l'esprit en Pologne sous le communisme (1945-1989)* », présentée par **Chantal DELSOL** (Grande salle des séances).

Lundi 30 janvier 2017

-9h-13h : colloque sur l'enseignement de l'économie dans les lycées, proposé par la section Économie politique, Statistique et Finances (Grande salle).

-15h : **Henri de CASTRIES**, président de l'Institut Montaigne : « *Comment réorganiser notre système de prélèvements obligatoires pour améliorer rapidement et durablement la compétitivité de notre économie et de notre territoire et réduire notre chômage, à pression fiscale inchangée ?* ».

Lundi 6 février 2017

-15h : **Christian FORESTIER**, ancien administrateur générale du Cnam : « *Comment réduire drastiquement le nombre de jeunes français qui sortent de notre système éducatif avec un niveau de formation très insuffisant ?* »

Lundi 13 février : pas de séance

Lundi 20 février 2017

-15h : **Philippe TRAINAR**, conseiller du président de Scor : « *Comment assurer rapidement et durablement l'équilibre et l'équité de nos systèmes de retraite ?* »

-17h30 : Fondation Éthique et Économie. Conférence d'**Angel GURIA**, correspondant de l'Académie.

Lundi 27 février 2017

-9h-13h : second colloque sur l'enseignement de l'économie dans les lycées, proposé par la section Économie politique, Statistique et Finances (Grande salle).

-15h : **Jean-Michel BLANQUER**, directeur du groupe ESSEC, « *Comment revaloriser la filière professionnelle et l'apprentissage dans l'esprit des enseignants, des familles et des élèves ?* »

Séance du lundi 16 janvier

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 9 janvier, le président **Michel Pébereau** a installé **François d'Orcival**, excusé la semaine dernière, à la place de vice-président. Un ouvrage a été déposé, *Les derniers libertins* de Benedetta Craveri (Paris, Flammarion, 2016, 636 p.), présenté par **Georges-Henri Soutou**.

Le président a alors cédé la parole à **François Ecalle**, conseiller maître à la Cour des comptes en disponibilité et président de l'association FIPECO – « Finances publiques et Économie », dont l'objectif est de mettre à disposition de l'opinion et des décideurs publics des analyses et des réflexions relatives à ce thème.

« Comment ramener rapidement et durablement nos dépenses publiques en deçà de 50 % du PIB, au niveau de la moyenne européenne ? » : telle était la question traitée par l'orateur. Celui-ci a rappelé, en préambule, que la France était le pays de l'OCDE qui consacrait la plus grosse part de son PIB aux dépenses publiques après la Finlande : 57 points de son PIB en 2015, contre 48,5 en moyenne dans la zone euro. Un écart, a-t-il affirmé, qu'il est non seulement raisonnable mais aussi possible de le réduire, même s'il a admis que l'horizon d'un quinquennat était peut-être un peu juste pour cela, dans un environnement économique peu dynamique.

À l'aide d'un tableau comparatif des dépenses publiques en France et dans l'ensemble de la zone euro, ventilées par grande fonction des administrations publiques et exprimées en pourcentage du PIB, François Ecalle a proposé, pour chaque poste de dépense, une « valeur cible », de manière à ce que leur total soit égal à 50 % de la production de richesse nationale. Ainsi a-t-il successivement envisagé la protection sociale, les équipements collectifs, l'enseignement, les loisirs, la protection de la nature, les politiques économiques, la sécurité et la défense et les services généraux de l'État, indiquant des pistes de diminution des coûts dans chacun de ces domaines : rationalisation des services, redéploiement des aides en priorité vers les couches les plus modestes, fiscalité repensée... Sans entrer dans le détail, on retiendra que les efforts préconisés dans l'immédiat portent davantage sur la diminution des prestations sociales et des subventions que sur la réduction des dépenses de fonctionnement, et en particulier de la masse salariale, dont la mise en œuvre, pour des raisons structurelles, paraît réclamer plus de temps.

Par-delà les résultats visés, se pose en effet la question des méthodes à suivre pour les atteindre. Selon François Ecalle, le premier obstacle à lever est d'ordre culturel : il nécessite que les Français prennent conscience des dangers d'un trop fort endettement pour l'économie nationale, surtout au vu des médiocres performances constatées. Ce consentement acquis, les réformes devront être explicitement annoncées et engagées sans délai. Pour qu'elles soient efficaces, enfin, elles devront toucher toutes les administrations publiques et s'inscrire dans le long terme : l'intervenant a suggéré, dans ce sens, de donner un rôle plus contraignant aux lois de programmation des finances publiques et d'accroître la pression budgétaire sur les collectivités locales.

À l'issue de sa communication, **François Ecalle** a répondu aux questions que lui ont adressées **Jean-Claude Casanova**, **Jean-Robert Pitte**, **Jean Baechler**, **François d'Orcival**, **Georges-Henri Soutou**, **Jacques de Larosière**, **Yvon Gattaz**, **Denis Kessler**, **Ghislaine Alajouanine**, **André Vacheron** et **Michel Pébereau**.

À noter

L'Académie est partenaire du colloque « Le sens de la vie » organisé le mardi 28 février et le mercredi 1^{er} mars prochain par la Fondation Singer-Polignac. Extrait de la présentation par Edgardo D. Carosella : « Le sens de la vie nous renvoie à une question qui interpelle l'homme sur son origine et la finalité de sa vie. Quand le sens de la vie échappe à l'individu, il est confronté à ses incertitudes et craintes et peut succomber dans le chaos, allant du repliement sur soi jusqu'à sa destruction. Quand la vie n'a pas de sens, elle n'a plus aucun prix et ne suscite aucun espoir. » Prendront notamment part aux travaux **Marianne Bastid-Bruguère, Bertrand Saint-Sernin, François Terré, Jean-François Mattei, Alain Duhamel, Jean-Claude Trichet, Haïm Korsia** et **Xavier Darcos**. Programme, renseignements et inscriptions sur le site de la Fondation Singer-Polignac :

<https://www.singer-polignac.org/fr/missions/sciences/colloques/994-le-sens-de-la-vie>

Dans la presse et sur les ondes

- « France-Allemagne : le grand décrochage » : le site Internet de *Challenges* a rendu compte, sous ce titre, de la communication de **Denis Kessler** à l'Académie lundi dernier pour la première séance ordinaire de l'année. L'occasion, pour le directeur de la rédaction Vincent Beauvils, de présenter l'ensemble du programme élaboré pour 2017 par **Michel Pébereau** : « Tout au long de l'année, l'ancien président de BNP Paribas va faire plancher des hommes d'entreprise (Henri de Castries, Thierry Breton...), des économistes (Pierre Cahuc, Jean-Marc Daniel, Philippe Aghion...), des essayistes (Nicolas Baverez, Hakim el Karaoui...), avec une conclusion, en décembre, du Prix Nobel **Jean Tirole** » (mise en ligne le 9 janvier).

- « Je ne partage pas le défaitisme d'Onfray » affirme **Haïm Korsia** dans *Le Point* du 5 janvier. Invité à réagir au dernier ouvrage de Michel Onfray, *Décadence*, il en livre une lecture critique nuancée, mais globalement très réservée. Parmi les éléments qui nuisent à la crédibilité du propos, le grand rabbin de France relève notamment certaines affirmations historiques infondées (telle la remise en cause de l'existence historique de Jésus), des anachronismes, ou encore le postulat non démontré de la violence intrinsèque du monothéisme. À propos de Vatican II, que l'auteur présente une entreprise de « déchristianisation chrétienne », il juge au contraire « que ce concile [a] conduit les fidèles catholiques à revenir aux sources juives du christianisme ». Ce sont toutefois les passages sur la religion musulmane, de par leur caractère peu consensuel, qui sont appelés à susciter le plus de réaction. Tout en reconnaissant qu'ils peuvent contribuer à éclairer l'opinion, Haïm Korsia regrette une outrance dommageable : « est-il obligé d'être si désobligeant, si violent ? » « N'en déplaise à Onfray, conclut-il, rendez-vous dans trois mille cinq cent ans pour voir où nous en serons et pour constater si le judéo-christianisme aura toujours sa place dans le monde. »

- « Défi du vieillissement : comment prévenir les handicaps ? », article d'**André Vacheron** dans le *Figaro* du 9 janvier. « La France vieillit, la proportion des personnes âgées dans sa population augmente : d'après les projections de l'Insee, les plus de 65 ans seront probablement plus de 30 % en 2050, au sein d'une population de 70 millions d'habitants. [...] Mais le vieillissement transforme progressivement l'adulte en bonne santé en un individu fragile ». André Vacheron dresse la liste des maux qui frappent plus particulièrement la population âgée : ostéoporose, cancers, maladies cardio- et cérébro-vasculaires (première cause de mortalité au-delà de 65 ans), diabète (dont le pic de prévalence apparaît entre 75 et 79 ans), troubles de la vue, de l'audition et de l'équilibre, maladies neuro-dégénératives enfin comme Alzheimer (première cause d'incapacité du sujet âgé). Il associe à chacun d'eux ses facteurs de risque, qui du reste sont souvent les mêmes (alcool, tabac, alimentation peu équilibrée et surtout sédentarité) et dont la réduction, souligne-t-il, est une question de santé publique : « Le coût annuel de la dépendance supporté par l'État, les départements, la Sécurité sociale et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie est voisin de 25 milliards d'euros. La détection et la prise en charge précoces à l'âge moyen de la vie des facteurs de risque identifiables et corrigibles sont fondamentales pour la prévention des handicaps de la vieillesse. » L'enjeu est également humain : « La vieillesse ne doit pas être un naufrage. C'est un âge à part entière, aussi important que la jeunesse et l'âge adulte, avec un enjeu encore plus grand, celui de la transmission de la sagesse et de l'expérience acquises tout au long de la vie. »

- **Jean-Claude Trichet** était l'invité de FranceInfo TV le 12 janvier dans l'émission « :l'éco » animée par Jean-Paul Chapel. Interrogé, à l'occasion des quinze ans du passage à la monnaie unique, sur les résultats discutés de cette devise, il a affirmé que l'adoption de l'euro était une « entreprise historique considérable » et qu'il y avait « encore beaucoup de choses à faire » : « renforcer la légitimité démocratique », « donner plus de pouvoir au Parlement européen », développer enfin le gouvernement économique de la zone euro avec un ministre des Finances spécifique. Jean-Claude Trichet a également été auditionné le 11 janvier au Sénat par le groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne. Vidéo sur Public Sénat : <https://www.publicsenat.fr/emission/les-matins-du-senat/brexit-auditions-d-hubert-vedrine-puis-jean-claude-trichet-et-pervenche>

- **Denis Kessler** était l'un des six grands patrons français sollicités par *Valeurs actuelles* pour participer à sa table ronde annuelle sur l'économie (numéro du 12 janvier). Interrogé sur les conséquences des dernières surprises électorales sur l'économie mondiale, il a prédit une « délicate sortie de crise » : « La vague populiste qui secoue le monde pourrait remettre en cause l'ouverture des économies aux échanges internationaux, ce qui affecterait la prospérité mondiale. [...] Attention aux effets pervers de la refragmentation du monde ! Les guerres tarifaires s'autoentretiennent. Mais l'élection de Donald Trump, en poussant les feux de la locomotive américaine, peut aussi accélérer l'économie mondiale. Espérons qu'il réalise ses promesses de baisser les impôts sur les sociétés et d'améliorer les infrastructures, et oublie celles de limiter l'exposition de l'économie américaine aux échanges et à l'immigration. Enfin, la remontée des taux d'intérêt, la hausse du prix du pétrole et des matières premières pourraient se traduire par une hausse de l'inflation... Et éventuellement par une hausse forte du coût de l'argent pesant sur la reprise... » Il a aussi attiré l'attention sur un handicap de la Chine : ses « entreprises publiques de plus en plus déficitaires et endettées, tenues à bout de bras par l'État ». « Sans réformes, le secteur public, inefficace, risque à terme de plomber le succès de l'économie privée florissante ! Un risque financier majeur existe en Chine, ne le sous-estimons pas. »